



CDI

Indice de l'engagement pour le développement 2018

L'Indice de l'engagement pour le développement (CDI) classe 27 des pays les plus riches en fonction des politiques qui ont une incidence sur plus de cinq milliards de personnes vivant dans les pays les plus pauvres. L'aide au développement ne se limitant pas à l'aide internationale, l'Indice couvre sept domaines de politiques distincts :

Aide • Finance • Technologie • Environnement
Commerce • Sécurité • Migration

Nous utilisons des milliers de données provenant d'une centaine d'indicateurs pour établir les classements globaux et pour chaque composante de la politique. Les pays enregistrent de bons résultats dans les domaines d'une aide au développement généreuse et de bonne qualité, de la transparence financière, de faibles barrières commerciales favorisant les échanges avec les pays en développement et de politiques migratoires ouvertes et encourageant l'intégration. Ils affichent aussi de bonnes performances pour les politiques qui améliorent les biens publics mondiaux ; par exemple, un soutien solide à la recherche et au développement technologique, la protection de l'environnement et les contributions à la sécurité mondiale par le soutien aux missions en faveur de la paix, et la prévention de la vente d'armes aux pays pauvres et non démocratiques.

À l'instar des objectifs de développement durable (ODD), le CDI reconnaît que les avancées en matière de développement sont globales. Cependant, alors que les ODD se concentrent sur les résultats et sur tous les pays, le CDI met l'accent sur la façon dont les politiques des pays les plus riches peuvent faire une énorme différence.

Pourquoi l'engagement pour le développement est-il important ?

Compte tenu de l'intégration mondiale actuelle, les décisions des pays riches en matière de politique et leur comportement ont des répercussions sur les populations des pays à faibles revenus. De la même façon, une prospérité et une sécurité accrues dans les pays les plus pauvres profitent au monde entier. Ces conditions créent de nouvelles opportunités économiques, stimulent l'innovation, contribuent à la réduction des risques sanitaires et sécuritaires ainsi que les crises économiques. L'Indice de l'engagement pour le développement (CDI) met en avant les pays à revenus élevés dont les politiques ne visent pas seulement leurs propres intérêts, mais aussi le développement des autres et l'intérêt général.

Quels sont les résultats des pays évalués par le CDI 2018 ?

La Suède est en tête du CDI de cette année, suivie par le Danemark. L'Allemagne partage la troisième place avec la Finlande.

La Suède obtient une bonne note pour six des sept composantes du CDI, en se classant première dans le domaine de la migration, deuxième pour l'environnement et troisième pour l'aide. Il existe cependant une marge de progression en matière de sécurité, compte tenu de ses importantes exportations d'armes et de ses faibles contributions aux opérations internationales de maintien de la paix et de protection des voies maritimes.

Le Danemark se classe cette année au deuxième rang, en tête de liste pour la sécurité et avec la deuxième meilleure note en matière d'aide. La Finlande et l'Allemagne partagent la troisième place. La Finlande obtient régulièrement de bons résultats dans presque toutes les composantes. L'Allemagne obtient des résultats particulièrement satisfaisants en matière de migration et de commerce, avec la logistique commerciale la plus efficace et les restrictions commerciales sur les services les moins importantes. L'Allemagne pourrait cependant améliorer la qualité de son aide et ses contributions à la sécurité internationale.

Les pays européens montrent la voie.

Les pays européens occupent les 12 premières positions de l'Indice, soulignant le leadership européen sur les questions de développement. La France arrive cette année au septième rang, avec de bonnes performances dans toutes les composantes. Elle est l'un des rares pays à avoir augmenté ses dépenses d'aide de 0,05 % pour atteindre 0,43 % de son revenu national brut (RNB). Le Royaume-Uni, en huitième position, est le troisième pays du G7 à se classer dans les 10 premières places, avec une note particulièrement satisfaisante dans les domaines du commerce et de la sécurité. Le Royaume-Uni est l'un des rares pays à respecter l'engagement international de dépenser 0,7 % de son RNB dans l'aide au développement à l'étranger, mais se classe dans le bas du tableau dans les domaines de la technologie et de la migration.

Les Pays-Bas et le Luxembourg se partagent la cinquième place et la Belgique se classe dixième. Les trois pays ont mis en place des politiques intelligentes : le Luxembourg est en tête de la composante aide, les Pays-Bas de la composante commerce et la Belgique de la composante finance. Le Portugal, en neuvième position, démontre que l'engagement en faveur du développement n'est pas réservé aux plus riches.

Malgré leurs contributions à la sécurité mondiale, les États-Unis occupent le 23^e rang sur 27.

Comme l'année dernière, les États-Unis obtiennent des résultats proches du bas du tableau, avec des résultats médiocres en matière de finance, d'aide et d'environnement, avec des émissions de gaz à effet de serre élevées, une production importante de combustibles fossiles et les taxes sur l'essence les plus faibles. Sa meilleure performance se situe dans la

composante sécurité en tant que principal contributeur à la protection des voies maritimes mondiales et en tant que soutien majeur au maintien de la paix internationale. Sa note pour la composante sécurité est cependant réduite en raison de l'absence de ratification de la plupart des accords internationaux, notamment des traités sur le commerce des armes et l'interdiction des essais nucléaires. Nos données commerciales sont antérieures aux récentes politiques commerciales protectionnistes mises en œuvre par le gouvernement américain, ce qui se traduit par l'obtention par les États-Unis d'une note supérieure à la moyenne en matière de commerce, avec de faibles subventions agricoles et des tarifs douaniers moyens. Le retrait annoncé des États-Unis de l'Accord de Paris n'entrera en vigueur qu'en 2020, mais abaissera encore davantage la note de ce pays.

La Pologne, la Grèce et la Corée du Sud occupent les derniers rangs.

Même les pays en bas de classement fournissent des leçons aux autres en matière de soutien au développement. La Corée du Sud se classe en dernière position du CDI. Ses performances en matière de commerce, d'environnement et de sécurité sont les plus faibles du CDI. Cependant, avec son soutien extraordinaire à l'innovation, à la recherche et au développement, elle maintient sa position en tête de la composante technologique.

La Grèce arrive en avant-dernière position avec des performances inférieures à la moyenne dans la plupart des composantes, mais elle est en tête pour ce qui est des faibles taxes sur l'essence et est récompensée pour son ouverture aux demandeurs d'asile. La Pologne, en 25^e position, est à la traîne en matière de technologie, de migration et d'aide, mais elle est à la pointe de la protection de la biodiversité.

Les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Australie sont les leaders du commerce.

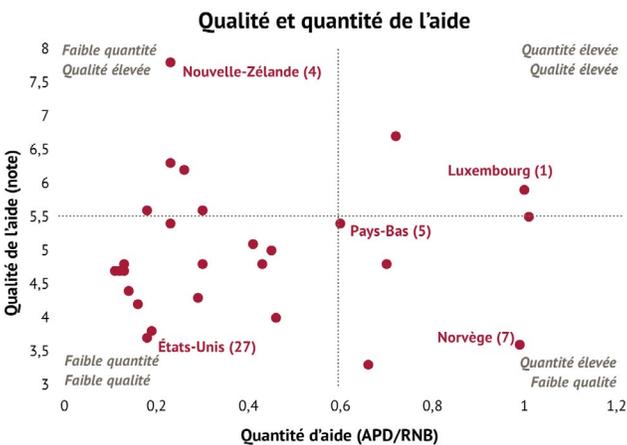
Les données du CDI pour 2018 sont antérieures au dernier cycle de tarifs douaniers mis en œuvre par les États-Unis. Les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Australie sont respectivement les trois meilleurs pour le commerce. Les Pays-Bas ont des tarifs douaniers peu élevés, une bonne logistique commerciale (comme les infrastructures et les procédures douanières) et un commerce ouvert des services. En outre, ses subventions agricoles sont moins élevées que celles de l'Allemagne. L'Australie a des tarifs douaniers peu élevés, un commerce ouvert des services et de faibles subventions agricoles, mais une logistique commerciale relativement médiocre.

Cette année, le CDI a adopté une nouvelle approche de mesure des tarifs douaniers, qui accorde une pondération supérieure aux tarifs pratiqués à l'égard des pays à faibles revenus. Sur cette base, les niveaux des tarifs douaniers ont été relativement stables au cours de la dernière décennie et les tarifs des pays du CDI ont tendance à être progressifs, c'est-à-dire plus faibles lorsqu'ils échangent avec leurs partenaires commerciaux les plus pauvres et plus élevés lorsqu'ils échangent avec les plus riches.

Aide

L'aide étrangère reste une source importante de financement pour certains des pays les plus pauvres, de sorte que le CDI récompense les pays qui accordent plus d'aide que leurs pairs en termes de part de leur RNB. Le CDI mesure la qualité de l'aide au moyen de l'évaluation révisée de la qualité de l'aide publique au développement (QuODA), qui utilise 24 indicateurs reflétant les principes reconnus de l'efficacité de l'aide pour maximiser l'impact, encourager les institutions, réduire la charge et promouvoir la transparence. Le note de la qualité de l'aide d'un pays est la combinaison de son score QuODA bilatéral et des notes QuODA obtenues par les organismes multilatéraux auxquels il verse l'aide.

Bien que peu de pays soient forts à la fois en termes de quantité et de qualité de l'aide, le **Luxembourg** se classe en tête de cette composante, en donnant 1 % de son RNB et en obtenant de bons résultats sur la qualité de son aide bilatérale. La **Suède** enregistre également de bons résultats, tandis que la **Hongrie** est le pays qui a le moins donné (0,11 % de son RNB). Les **États-Unis** sont le pays ayant la plus grande marge d'amélioration. Malgré le fait que le pays est le plus grand donateur en termes absolus, il n'a fourni que 0,18 % de son RNB en aide, et bien qu'il verse de l'aide à des organismes multilatéraux efficaces, l'aide bilatérale des États-Unis obtient de piètres résultats. La **Nouvelle-Zélande** se classe globalement au premier rang de la qualité de l'aide, avec une aide bilatérale extrêmement efficace. La **Corée du Sud**, le **Japon** et le **Canada** versent leur aide aux institutions multilatérales les plus efficaces.



Les nombres entre parenthèses indiquent le rang du pays dans la composante aide.

Finance

Les investissements directs étrangers sont la principale source de financement pour de nombreux pays en développement. Le CDI récompense les pays riches dont les politiques soutiennent les investissements et ceux qui signent des engagements internationaux (notamment de prévention de la corruption et de protection des droits de l'Homme), le tout sans nuire à la capacité des pays partenaires à développer des politiques publiques durables. Les politiques permettant l'opacité financière, en revanche, permettent l'évasion fiscale, le blanchiment de capitaux et la corruption, la dégradation de la gouvernance et de la sécurité internationale ; celles-ci sont évaluées à l'aide d'indicateurs sélectionnés de l'Indice de l'opacité financière.

La **Belgique** occupe la première place dans le domaine de la finance grâce à ses engagements internationaux en matière d'investissements et de transparence dans le secteur financier ; l'**Italie** et la **France** occupent les deux places suivantes. Le **Royaume-Uni** se situe au-dessus de la

moyenne, mais améliorerait significativement sa note si ses territoires d'outre-mer et les dépendances de la Couronne s'alignaient sur le reste du pays. L'**Espagne** est la juridiction financière la plus transparente, suivie de l'**Italie** et de l'**Irlande**.

Technologie

La médecine, les énergies renouvelables, les technologies de l'information et de la communication et les autres avancées technologiques améliorent la vie de tous. Les technologies inventées dans les pays riches, comme les vaccins, les téléphones portables et les céréales à haut rendement, ont amélioré et sauvé de nombreuses vies. Cependant, les économies avancées peuvent aussi entraver la diffusion du savoir et de la technologie avec des protections restrictives des droits de propriété intellectuelle. Le CDI pénalise les pays pour les politiques qui peuvent entraver le flux international d'innovations, mais récompense le soutien des gouvernements à la recherche et au développement (R&D).

La **Corée du Sud**, la **Norvège** et le **Portugal** affichent les meilleures performances pour la composante technologie. Ces trois pays se sont engagés à des niveaux élevés de gouvernement et ont mis en place des incitations pour les dépenses des entreprises en R&D. L'environnement politique de la Corée du Sud soutient les dépenses des entreprises en R&D, qui représentent plus de 3 % du PIB du pays, tandis que le soutien direct du gouvernement à la R&D atteint 1,5 % de son PIB. La **Pologne** se classe en dernière position, dépensant moins de 0,2 % de son PIB au soutien gouvernemental de la R&D. La **Nouvelle-Zélande** possède la législation relative aux droits de propriété intellectuelle la plus favorable au développement, suivie par le **Canada**. La **Grèce** obtient des résultats médiocres en ce qui concerne la sous-composante des droits de propriété intellectuelle (DPI), avec des possibilités d'amélioration, en particulier en matière de dispositions sur les pertes de droits.

Environnement

Les pays riches sont les principaux responsables du changement climatique, mais ce sont les pays pauvres qui en souffriront le plus. Ils sont plus exposés géographiquement, ont moins de ressources et de capacités au niveau de l'État pour faire face aux effets et une proportion beaucoup plus importante de leur population dépend de l'environnement pour satisfaire ses besoins journaliers. Le CDI récompense les pays qui réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre, mettent en place des taxes élevées sur les carburants, ne subventionnent pas le secteur de la pêche, réduisent les importations des bois récoltés illégalement et s'engagent dans des conventions internationales majeures. Ces mesures profitent à tous les pays.

La **République slovaque** est en tête du CDI en matière de politiques environnementales, avec des taxes sur l'essence et des réductions des émissions de gaz à effet de serre parmi les meilleures. La **Suède** a obtenu les meilleurs résultats globaux en matière de contrôle du changement climatique, mais des subventions élevées à la pêche l'ont empêchée d'occuper la première place. La **Pologne** occupe la troisième place, en partie à cause de ses faibles subventions à la pêche et de ses taxes élevées sur l'essence.

La **Corée du Sud** prend la dernière place avec un engagement limité pour la biodiversité, des importations élevées de bois tropicaux et une forte consommation d'hydrochlorofluorocarbures. Le **Japon** et l'**Australie** importent également d'importantes quantités de bois tropicaux et se

situent au bas du tableau de la composante environnement.

Les indicateurs sur les émissions de gaz à effet de serre tiennent compte à la fois les émissions actuelles et les réductions historiques. La Suède a fait de grands progrès dans la réduction des émissions, tandis que la Norvège a des émissions faibles, mais largement inchangées. À l'inverse, l'Irlande et le Luxembourg ont considérablement réduit leurs émissions, mais elles restent relativement élevées par rapport aux autres pays.

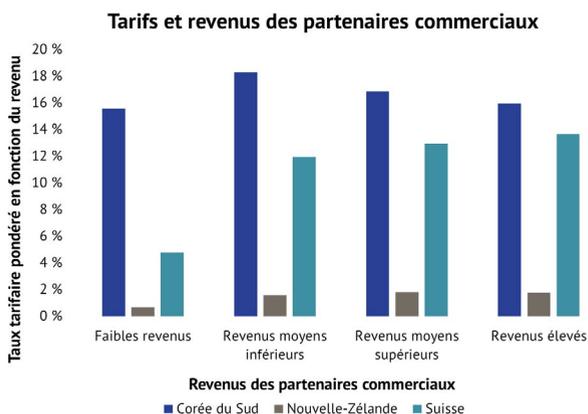
Commerce

Le commerce procure aux pays pauvres des possibilités d'attirer des investissements, de créer des emplois et de réduire la pauvreté. Les pays riches contrôlant les marchés les plus importants, certains biens et services en provenance de pays pauvres restent confrontés à des barrières commerciales. Les tarifs douaniers élevés, les subventions qui créent des conditions de concurrence inégales pour les produits agricoles, et les lourdeurs administratives et les contraintes juridiques rendent les échanges commerciaux plus difficiles pour les pays en développement. Le CDI récompense les pays riches les plus ouverts aux biens provenant des pays en développement, avec des tarifs douaniers peu élevés, peu de subventions agricoles et des processus d'importation simplifiés. Ces politiques profitent aux consommateurs et aux contribuables de tous les pays.

Les **Pays-Bas** obtiennent les meilleurs résultats en matière de commerce grâce à de faibles subventions agricoles, à une solide logistique commerciale et à une ouverture au commerce des services. En tant que membre de l'Union douanière de l'UE, les Pays-Bas ont également des tarifs relativement bas. L'**Allemagne** et l'**Australie** se classent respectivement deuxième et troisième.

La **Suisse**, la **Norvège** et la **Corée du Sud** sont au bas du classement de la composante commerce. Ces pays ont les tarifs douaniers les plus élevés, ce qui limite l'accès de leurs marchés aux producteurs des pays en développement.

Pour le CDI 2018, nous pondérons les tarifs douaniers en fonction des revenus des partenaires commerciaux pour la première fois, les



tarifs à l'égard des pays les plus pauvres étant pondérés à un et ceux à l'égard des pays les plus riches s'approchant de zéro. Le graphique ci-dessus s'appuie sur ces données. La Corée du Sud a des tarifs douaniers élevés qui avaient tendance à être plus faibles à l'égard des partenaires commerciaux plus riches qu'à l'égard des partenaires à revenu intermédiaire. Les tarifs douaniers suisses étaient très élevés, mais ils étaient les plus progressifs de tous les pays du CDI ; ils avaient tendance à

augmenter avec les revenus des partenaires commerciaux. La **Nouvelle-Zélande** a obtenu la meilleure note pour cette composante avec des tarifs qui sont progressifs et également faibles en valeur absolue.

Sécurité

La sécurité et le développement sont étroitement liés. La guerre et la violence politique peuvent détruire les moyens de subsistance et les institutions publiques, tandis que la pauvreté et la faiblesse des institutions favorisent l'éruption de la violence. Il est dans l'intérêt de tous les pays de soutenir la paix et la sécurité internationale. Le CDI récompense les pays qui contribuent aux opérations de maintien de la paix et aux interventions humanitaires, positionnent des flottes militaires pour sécuriser les voies maritimes et participent aux systèmes de sécurité internationaux encourageant la non-prolifération de l'armement, le désarmement et l'État de droit international. Le CDI pénalise les pays pour certaines exportations d'armes, en particulier à destination des régimes non démocratiques, et pour la non publication de données sur les exportations d'armes.

Le **Danemark** figure en tête du classement sur la sécurité car il contribue fortement aux opérations de maintien de la paix et aux interventions humanitaires approuvées sur le plan international. La **Finlande** se classe deuxième et contribue également de manière importante au maintien de la paix et aux interventions humanitaires parallèlement à de faibles exportations d'armes vers des pays à faibles revenus non démocratiques. Les **États-Unis** sont le pays qui contribue le plus à la sécurité en termes absolus et qui affecte la plus grande partie de son PIB à la protection des voies maritimes internationales.

La **Corée du Sud** se classe au dernier rang sur la sécurité à cause de l'insuffisance de ses contributions aux efforts internationaux de maintien de la paix et à la timidité de son soutien au régime de sécurité internationale. La Corée du Sud, l'**Australie**, la **Grèce**, le **Japon** et la **Nouvelle-Zélande** ont été pénalisés en raison de l'absence de données récentes et détaillées sur leurs exportations d'armes. Parmi les pays du CDI qui ont publié des données, la **République tchèque** est celui qui a exporté le plus d'armes vers des pays pauvres et non démocratiques.

Migration

La mobilité de la main-d'œuvre peut être l'outil le plus puissant pour la réduction de la pauvreté et la redistribution des revenus. En migrant vers les pays plus riches, les travailleurs augmentent leur productivité en associant leurs compétences au capital, et obtiennent ainsi des revenus plus élevés. Ils envoient des milliards de dollars chaque année vers leur pays d'origine, un flux qui dépasse celui de l'aide internationale. Le pays d'accueil bénéficie également des contributions économiques et sociales des migrants. Le CDI récompense les pays qui accueillent les migrants et les étudiants des pays en voie de développement, acceptent les réfugiés et les demandeurs d'asile, adoptent des politiques judicieuses d'intégration des migrants et adhèrent aux conventions internationales visant à protéger les droits des migrants.

La **Suède** obtient les notes les plus élevées dans l'ensemble pour la composante migration, renforcée par ses politiques d'intégration et l'acceptation des réfugiés et des migrants des pays plus pauvres. Bien que l'**Allemagne**, qui se classe en deuxième position sur la migration, accepte la plupart des réfugiés, l'**Autriche** a le taux d'accueil des demandeurs d'asile le plus généreux.

Indice de l'engagement pour le développement du CGD

L'indice comprend sept composantes, chacune étant fondée sur une série d'indicateurs de l'efficacité des politiques dans chaque domaine, lesquels sont normalisés et pondérés en fonction de leur importance pour le développement.

Aide

Quantité de l'aide

Qualité de l'aide

Finance

Investissements

Opacité financière

Technologie

Soutien gouvernemental pour le secteur R&D

Droits de propriété intellectuelle

Environnement

Climat mondial

Zones de pêche durables

Biodiversité et écosystèmes mondiaux

Commerce

Tarifs pondérés en fonction du revenu inférieurs

Subventions agricoles

Restrictions sur le commerce des services

Performance logistique

Sécurité

Contributions au maintien de la paix

Exportations d'armes

Participation aux régimes de sécurité

Migration

Conventions internationales

Politiques d'intégration

Part des demandeurs d'asile

Part des réfugiés

Étudiants étrangers

Afflux d'immigrants

Indice de l'engagement pour le développement 2018

| Pays | Classement général | Aide | Finance | Technologie | Environnement | Commerce | Sécurité | Migration |
|---------------------|--------------------|------|---------|-------------|---------------|----------|----------|-----------|
| Suède | 1 | 3 | 11 | 13 | 2 | 5 | 20 | 1 |
| Danemark | 2 | 2 | 17 | 8 | 13 | 6 | 1 | 19 |
| Finlande | 3 | 12 | 5 | 12 | 10 | 9 | 2 | 14 |
| Allemagne | 3 | 17 | 12 | 9 | 14 | 2 | 17 | 2 |
| Luxembourg | 5 | 1 | 20 | 21 | 18 | 7 | 6 | 4 |
| Pays-Bas | 5 | 5 | 14 | 10 | 16 | 1 | 10 | 11 |
| France | 7 | 13 | 3 | 7 | 12 | 12 | 5 | 18 |
| Royaume-Uni | 8 | 6 | 10 | 19 | 8 | 4 | 4 | 17 |
| Portugal | 9 | 14 | 13 | 3 | 6 | 20 | 14 | 7 |
| Belgique | 10 | 11 | 1 | 11 | 11 | 19 | 19 | 10 |
| Autriche | 11 | 16 | 19 | 4 | 15 | 14 | 7 | 9 |
| Norvège | 12 | 7 | 9 | 2 | 22 | 26 | 12 | 5 |
| Nouvelle-Zélande | 13 | 4 | 25 | 17 | 20 | 8 | 22 | 3 |
| Australie | 14 | 9 | 8 | 18 | 25 | 3 | 15 | 8 |
| Italie | 15 | 19 | 2 | 22 | 7 | 18 | 13 | 12 |
| Espagne | 16 | 26 | 4 | 16 | 5 | 16 | 16 | 15 |
| Canada | 17 | 8 | 6 | 15 | 23 | 17 | 23 | 6 |
| Irlande | 18 | 10 | 7 | 25 | 21 | 11 | 11 | 22 |
| République tchèque | 19 | 20 | 15 | 14 | 9 | 13 | 21 | 26 |
| République slovaque | 20 | 22 | 21 | 26 | 1 | 21 | 3 | 27 |
| Suisse | 21 | 18 | 23 | 5 | 19 | 25 | 18 | 13 |
| Hongrie | 22 | 23 | 16 | 24 | 4 | 23 | 9 | 24 |
| États-Unis | 23 | 27 | 27 | 20 | 24 | 10 | 8 | 16 |
| Japon | 24 | 15 | 26 | 6 | 26 | 15 | 26 | 25 |
| Pologne | 25 | 21 | 18 | 27 | 3 | 22 | 24 | 23 |
| Grèce | 26 | 25 | 24 | 23 | 17 | 24 | 25 | 21 |
| Corée du Sud | 27 | 24 | 22 | 1 | 27 | 27 | 27 | 20 |

Le tableau ci-dessus classe chacun des pays du CDI dans les sept domaines politiques.

Rapports par pays et résultats complets

Rendez-vous sur le site cgdev.org/cdi pour en savoir plus sur l'Indice de l'engagement pour le développement, y compris les rapports par pays, le portail Web interactif, les calculs complets et le document de méthode.

À propos du CDI

L'Indice de l'engagement pour le développement est compilé chaque année depuis 2003 par le Center for Global Development (CGD). Le Center for Global Development œuvre à réduire la pauvreté mondiale et à améliorer les vies par le biais de recherches économiques novatrices qui promeuvent de meilleures politiques et pratiques de la part des décideurs de premier plan. Ian Mitchell, maître de recherche sur la politique et directeur adjoint du CGD Europe dirige les activités de l'Indice, s'appuyant sur les travaux antérieurs d'Owen Barder, vice-président du CGD, et de David Roodman, ancien maître de recherche. Anita Käppeli, directrice de la communication politique du CGD pour l'Europe, rédige et dirige le développement du CDI. L'Indice est soutenu par le Consortium du CDI qui inclut en 2018 l'Australie, le Danemark, l'Allemagne, le Luxembourg et la Suède. Le contenu de ce rapport ne reflète pas les opinions officielles des membres du Consortium. Les auteurs de ce rapport prennent la responsabilité des informations et points de vue exprimés dans ce rapport.



Center for Global Development

1 Abbey Gardens
Westminster, London SW1P 3SE
United Kingdom

2055 L St NW, Suite 500
Washington, DC 20036
United States of America

www.cgdev.org

This work is made available under the terms of the Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 license.